Case

F

39

.328

no. 44

A R R E S T

CONTRADICTOIRE

DU CONSEIL D'ÉTAT

DU ROI,

Qui, sans s'arrêter aux oppositions & demandes des nommés Hubert, Belestre & Binet, capitaine, matelot & mousse du navire la petite Marie-Anne, dans lequel s'étoient trouvés douze barils de faux tabac, omis dans la déclaration du Capitaine, & en conséquence saisis par procès-verbal du 25 décembre 1767 & jours suivans, au port de la Hougue : Casse la sentence de l'Élection de Valognes du 23 janvier suivant, par laquelle sans motifs, même spécieux, main-levée avoit été donnée de la saisie : Confisque au profit de l'Adjudicataire des Fermes, le navire & tout son contenu : Condamne lesdits Hubert, Belestre & Binet, chacun & solidairement en l'amende de mille livres, aux dépens faits en l'Élection de Valognes, & au coût de l'arrêt liquide à soixante-quinze livres.

Du 6 Juin 1769.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

VU par le Roi, en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 8 mars 1768, sur la requête y inférée de Jean-Jacques Prevost lors Adjudicataire des Fermes générales unies & de la vente exclusive du tabac, tendante pour les causes & moyens.

y énoncés, à ce qu'il plût à Sa Majesté, sans s'arrêter ni avoir égard à la sentence des Officiers de l'Élection de Valognes du 23 janvier 1768, laquelle seroit cassée & annullée, ordonner, que les douze cents soixante-deux livres huit onces de faux tabac, saisies par le procès-verbal des Employés des Fermes de la brigade de la Houge, des 25, 26, 27, 28, 29, 30 & 31 décembre 1767, 1.^{er} & 2 janvier 1768, ensemble les tonnes & barils de salines, servant à masquer lesdits faux tabacs, le bâtiment la *petite Marie-Anne*, de Rouen, sa chaloupe, agrès & apparaux, demeureroient acquis & confisqués au profit du suppliant; & pour la fraude commise par les nommés Hubert, Belestre & Binet, capitaine, matelot & novice dudit bâtiment, les condamner chacun solidairement en l'amende de mille livres, & aux dépens faits en l'Élection de Valognes, ainsi qu'au coût de l'arrêt à intervenir; par lequel arrêt dudit jour 8 mars 1768, Sa Majesté auroit ordonné que la requête du suppliant seroit communiquée auxdits Hubert, Belestre & Binet, pour y fournir de réponses dans les délais de l'ordonnance, sinon seroit par Sa Majesté statué, ainsi qu'il appartiendrait, toutes choses jusqu'à ce, demeurant en état. Autre arrêt du Conseil du 7 juin 1768, rendu sur autre requête y insérée dudit Jean-Jacques Prevost, lors Adjudicataire des Fermes générales-unies, & tendante pour les causes & moyens y contenus, à ce qu'il plût à Sa Majesté, évoquer à Soi & à son Conseil, l'instance jugée entre lui & lesdits Hubert, Belestre & Binet, par ladite sentence des Officiers de Valognes du 23 janvier 1768, & depuis portée à la Cour des Aides de Rouen, en conséquence des lettres d'anticipation, obtenues en ladite Cour par lesdits Hubert, Belestre & Binet, circonstances & dépendances; ordonner en conséquence, que les parties procéderaient au Conseil conformément à son arrêt du 8 mars précédent, & faire défenses à ladite Cour des Aides de Rouen

& à tous autres juges, de connoître de ladite instance, à peine de nullité & cassation des procédures; par lequel arrêt dudit jour 7 juin 1768, Sa Majesté auroit évoqué à Soi & à son Conseil, l'appel de ladite sentence des Officiers de l'Élection de Valognes du 23 janvier 1768, porté en la Cour des Aides de Rouen, par les lettres d'anticipation obtenues par lesdits Hubert, Belestre & Binet; auroit ordonné en conséquence Sa Majesté que, sur ledit appel, circonstances & dépendances, les parties procéderaient au Conseil, conformément à l'arrêt du 8 mars précédent; leur auroit fait défenses de se pourvoir ailleurs, à peine de nullité, cassation des procédures & jugemens, & de tous dépens, dommages & intérêts. La requête présentée à Sa Majesté le 10 septembre 1768, par Jean-Pierre Hubert, capitaine; Gabriel Belestre, matelot; & Pierre-Hubert Binet, novice du navire la *petite Marie-Anne*, de Rouen, ladite requête en réponse à celle dudit Adjudicataire des Fermes, insérée aux deux arrêts du Conseil des 8 mars & 7 juin 1768, ci-devant visés, & tendante pour les causes & moyens y énoncés, à ce qu'il plût à Sa Majesté les recevoir opposans audit arrêt du 8 mars 1768, faisant droit sur leur opposition, ensemble sur l'appel interjeté par ledit Adjudicataire de la sentence sur délibéré de l'Élection de Valognes du 23 janvier 1768, par acte dudit jour, ledit appel évoqué par ledit arrêt du 7 juin 1768; déclarer nuls les procès-verbaux des 25 décembre 1767 & jours suivans; condamner ledit Adjudicataire à remettre à lui Hubert ses connoissemens, certificats & autres actes justificatifs de la déclaration qu'il avoit passée au bureau de l'Amirauté de la Hougue, & à lui faire reporter dans son navire sa cargaison, conformément à ladite déclaration, à quoi faire ledit Adjudicataire, ses Procureurs & Commis seroient contraints, même par corps, quoi faisant, ils en demeureroient bien & valablement déchargés; & pour le tort à lui fait, tant pour l'en-

lèvement desdites marchandises; que par sa détention, alors depuis plus de huit mois, condamner ledit Adjudicataire en vingt mille livres de dommages & intérêts; cependant & par provision, ordonner que les supplians seroient élargis des prisons de Valognes, & mis en liberté; ce faisant, que leurs écrous seroient rayés & biffés, à quoi faire le Geolier seroit contraint par corps; condamner en outre ledit Adjudicataire aux dépens de ladite requête, signée Roy Duvivier avocat desdits Hubert, Belestre & Binet. Mémoire des Fermiers généraux, cautions dudit Prevost ci-devant Adjudicataire des Fermes, du 23 octobre 1768, en réponse à la requête ci-dessus visée desdits Hubert, Belestre & Binet, & par lequel ils auroient demandé l'adjudication de leurs précédentes conclusions. Mémoire imprimé dudit Hubert du 31 mars 1769, employé pour contredit à celui ci-dessus visé des Fermiers généraux. Vu aussi un procès-verbal des Employés des Fermes de la brigade & patache de Saint-Vaast-la-Hougue, des 25, 26, 27, 28, 29, 30 & 31 décembre 1767, 1.^{er} & 2 janvier 1768, contenant que le 24 du même mois de décembre 1767, le nommé Jean-Pierre Hubert, maître du navire la *petite Marie-Anne*, auroit déclaré au bureau des Traittes de Saint Vaast, qu'il étoit entré de relâche en ce port, venant de Dunkerque & allant à Rouen, chargé de cent quinze tonnes & demi de harengs, de trente tonnes de saumon salé & d'un boucaud de quincaillerie; mais que vérification faite à bord de cette déclaration, il s'y seroit trouvé douze barils de faux tabac, masqués par des tonnes de salines & un boucaud de quincaillerie; pour quoi les Employés auroient déclaré la saisie du tout, & donné assignation aux prévenus entre les deux guichets des prisons de Valognes, dans lesquelles ils auroient été constitués pour en voir par les Juges de l'Élection de Valognes, ordonner la confiscation avec amende & dépens, ledit procès-verbal dûement affirmé. Sen-

tence contradictoire desdits Officiers de l'Élection de Valognes du 23 janvier 1768, par laquelle ledit procès-verbal auroit été déclaré nul, Hubert, Belestre & Binet déchargés des fins d'icelui ; ordonné qu'ils seroient élargis des prisons de Valognes en temps de droit, & resaisie leur auroit été accordée, tant du navire, agrès & apparaux, que des marchandises portées dans les connoissemens & certificat dudit Hubert, avec dépens, ensemble toutes les autres pièces respectivement produites par les parties, & jointes à leurs requêtes & mémoires: Oûi le rapport du sieur Maynon d'Invau, Conseiller ordinaire & au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI EN SON CONSEIL, sans s'arrêter aux oppositions & demandes desdits Hubert, Belestre & Binet, ni à la sentence des Officiers de l'Élection de Valognes du 23 janvier 1768, que Sa Majesté a cassée & annullée, ordonne que les douze cents soixante-deux livres huit onces de faux tabac, saisies par ledit procès-verbal du 25 décembre 1767 & jours suivans, ensemble les tonnes & barils de salines servant à masquer ce faux tabac, le navire la *petite Marie-Anne*, circonstances & dépendances, demeureront acquis & confisqués au profit dudit Jean-Jacques Prevost ci-devant Adjudicataire des Fermes; & pour la fraude commise par lesdits Hubert, Belestre & Binet, les condamne Sa Majesté chacun & solidairement, en l'amende de mille livres, aux dépens faits en ladite Élection de Valognes, & au coût du présent arrêt liquidé à soixante-quinze livres. FAIT au Conseil d'État du Roi, tenu à Marli le six juin mil sept cent soixante-neuf. Collationné. *Signé* DEVOUGNY.

L OUIS, PAR LA GRÂCE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: Au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis. Nous te mandons & commandons que l'arrêt dont l'extrait est ci-attaché sous le contre-scel de notre

Chancellerie, cejourd'hui rendu en notre Conseil d'État, pour les causes y contenues, tu signifies à tous qu'il appartiendra, à ce qu'aucun n'en ignore, & fais en outre pour son entière exécution, à la requête de Jean Jacques Prevost, ci-devant Adjudicataire général de nos Fermes-unies & de la vente exclusive du tabac, y dénommé, tous commandemens, sommations & autres actes & exploits nécessaires, nonobstant clameur de haro, charte normande & autres lettres à ce contraires : CAR TEL EST NOTRE PLAISIR. Donné à Marly, le sixième jour de juin, l'an de grâce mil sept cent soixante-neuf, & de notre règne le cinquante-quatrième. Par le Roi, en son Conseil. *Signé* DEVOUGNY. Et scellé.

*Collationné aux originaux par nous Écuyer, Conseiller-Secrétaire du Roi,
Maison, Couronne de France & de ses Finances.*

A P A R I S,
DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

M. DCCLXIX.